

l'entreprise. C'est encore une promesse électorale que les conservateurs n'ont pas tenue. Je demande au ministre des Finances (M. Wilson) soit de suivre la recommandation du comité permanent qui consiste à doubler le maximum des pertes autorisées qui figure à l'article 31 de la loi soit d'éliminer carrément cet article.

* * *

[Français]

LE PARLEMENT

L'ATTITUDE DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DURANT LE DISCOURS DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE—LES CONSÉQUENCES

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, hier, en Union soviétique, l'Agence de nouvelles TASS publiait que les parlementaires canadiens n'avaient cessé d'interrompre le Président des États-Unis au moment de son discours à la Chambre des communes du Canada.

Monsieur le Président, les Canadiens et les Canadiennes sont offusqués d'être ainsi identifiés à un groupuscule de socialistes malheureusement temporairement membres de cette Chambre.

Les éclaboussures faites par les camarades socialistes au Président américain lundi dans cette Chambre sont un outrage à ce Parlement et à notre nation. Les ayant entendus et tacitement approuvés, le chef socialiste s'est rapidement faufilé sans dire un mot après le discours du Président.

Cependant, ployant sous le fardeau de la crainte de représailles électorales, le chef socialiste réprimande maintenant ses troupes et, entre autres, son leader parlementaire.

Si le chef socialiste est sérieux, s'il est franc dans ses réprimandes, il doit immédiatement déplacer son camarade leader parlementaire.

Nous verrons, par son action immédiate, si le chef du parti socialiste est un chef honnête.

* * *

L'ADMINISTRATION

LA POLITIQUE D'OCTROI DE MARCHÉS

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, vendredi dernier, la Chambre devenait en fait la victime d'une attaque malicieuse de la part du gouvernement à l'endroit de l'opposition parlementaire. Les insultes proférées par certains ministres sont enregistrées au compte rendu des *Débats* de la Chambre. Je peux en illustrer quelques-unes: McCarthy-Turner. Calomnies. Sortez de la boue. Politicaille, et ainsi de suite.

Or, en même temps que le gouvernement était en train de jouer la vierge offensée, certains ministres d'en face savaient fort bien que l'Opposition libérale n'était pas la seule à douter de la politique d'octroi de marchés de ce gouvernement. En effet, le ministre des Travaux publics (M. McInnes) était lui-même au courant d'une enquête de la GRC qui était déjà en cours au même moment où le ministre lançait des accusations à l'endroit de l'opposition à la Chambre des communes. Le ministre admettait plus tôt aujourd'hui que cette enquête dure déjà depuis plusieurs mois.

Article 21 du Règlement

Heureusement, monsieur le Président, la vérité est sortie. Encore une fois, les Canadiens ont pu constater l'hypocrisie du gouvernement conservateur.

* * *

● (1415)

[Traduction]

LES PARTIS POLITIQUES

«LES CINGLÉS DE LA GAUCHE»

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Monsieur le Président, à l'occasion d'une visite au Parlement de Westminster au Royaume-Uni, j'ai constaté l'existence d'un nouveau mouvement politique qui ravage le parti travailliste. Ce nouveau mouvement n'a pas de véritable allégeance politique et ne regroupe que des socialistes. Ceux qui gagnent ses rangs ont été surnommés «les cinglés de la gauche». On les reconnaît aux causes qu'ils défendent, notamment le financement des cérémonies de mariage entre homosexuels; ils préconisent aussi le désarmement total et unilatéral tout en niant l'existence de puissances militaires hostiles et la dépense de fonds publics sans tenir compte des ressources financières existantes.

Malheureusement, nous avons la preuve que ces gauchistes cinglés ont envahi le Canada et recruté des membres chez le Nouveau parti démocratique. Connaissez-vous quelqu'un qui chahute pendant les discours de chefs d'État et qui défend des causes bizarres? Cette personne est sans doute membre de ce nouveau mouvement politique au Canada—celui des cinglés de la gauche. Je voudrais être le premier à reconnaître leur présence au Parlement du Canada.

* * *

LA SOUVERAINETÉ

L'ARCTIQUE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Mme Pauline Jewett (New Westminster—Coquitlam): Monsieur le Président, hier, le premier ministre (M. Mulroney) a refusé de répondre à mes questions sur la correspondance qu'il a échangée avec le président des États-Unis la semaine dernière concernant une entente secrète sur notre souveraineté dans l'Arctique. En tentant de répondre à sa place, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) n'a réussi à répondre ni à mes questions ni aux graves problèmes que j'ai soulevés.

C'est inadmissible. Il faut que la Chambre et que le peuple sachent si le gouvernement est en train de vendre, ou ce qui est pire, de donner l'Arctique canadien. Sans compter que le premier ministre a alarmé nos concitoyens quand il a dit à la télévision dimanche dernier que le Canada était d'accord pour faciliter et étendre les ententes de défense avec les États-Unis. Il a ajouté qu'on pouvait tirer quelques conclusions fondamentales de ses propos. Quelles conclusions? De quels nouveaux dispositifs de défense s'agit-il? Et la lettre secrète du premier ministre au président des États-Unis concernant l'Arctique? Monsieur le Président, il faut que les Canadiens sachent à quoi s'en tenir.